

**Séance publique du 20 octobre 2022 à 12h00**

**ROANNAIS  
AGGLOMERATION**

63, rue Jean Jaurès  
42311 ROANNE

**N° DBC 2022-099**

Assainissement

Convention de transaction  
relative à la mission  
de contrôle du  
bon fonctionnement d'une  
installation d'assainissement  
non collectif

Membres du bureau	
En exercice	<b>26</b>
Présents	<b>18</b>
Pouvoirs	<b>4</b>
Pour	<b>22</b>
Contre	<b>0</b>
Abstention	<b>0</b>

La convocation de tous les membres en exercice du bureau communautaire a été faite le **14 octobre 2022**, dans les formes et délais prescrits par la loi.

**Etaient présents :**

Marcel Augier - Jean-Yves Boire - Romain Bost - Nicolas Chargueros - Jean-Luc Chervin - Sandra Creuzet-Taite - Hervé Daval - Pierre Devedeux - David Dozance - Gilles Goutaudier - Christian Laurent - Maryvonne Loughraieb - Eric Martin - Yves Nicolin - Philippe Perron - Eric Peyron - Alain Rossetti - Jacques Troncy.

**Etaient absents :**

Absents	Pouvoir donné à	Aucun pouvoir
Dominique Bruyère	Yves Nicolin	
Daniel Fréchet		X
Guy Lafay	Marcel Augier	
Yves Perrin	Maryvonne Loughraieb	
Jade Petit		X
Stéphane Raphaël		X
Martine Roffat		X
Clotilde Robin	David Dozance	

Secrétaire désigné pour la durée de la séance : Jacques TRONCY

Certifié exécutoire	<b>24 OCT. 2022</b>
Reçu en Préfecture	<b>20 OCT. 2022</b>
Publié	<b>24 OCT. 2022</b>

Vu l'article L1331-1-1 du Code de la santé publique relatif aux immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2022 portant statuts de Roannais Agglomération, et notamment la compétence Assainissement ;

Vu la délibération du Conseil communautaire du 10 juillet 2020 modifiée, accordant au Bureau communautaire délégation de pouvoirs pour approuver la conclusion de tout protocole transactionnel (article 2044 et suivants du Code civil) destiné à prévenir ou à terminer un contentieux ;

Considérant que Monsieur [REDACTED] et Madame [REDACTED] ont acquis, le 3 juillet 2015, une maison située à [REDACTED] équipée d'une installation d'assainissement non collectif, dont le dispositif était acceptable en l'état, bien que la pérennité de la filière ne fût pas garantie ;

Considérant que dans le cadre d'un projet de vente un second diagnostic a été réalisé et concluait à la non-conformité de l'installation avec une obligation, pour les propriétaires, de réaliser des travaux dans un délai d'un an ;

Considérant que les propriétaires ont saisi le juge des référés du Tribunal Judiciaire de Roanne afin que soit ordonnée une expertise sur la conformité de l'installation et sur la nécessité de réaliser des travaux ;

Considérant que le rapport concluait que « la cause de ces deux avis divergents est une différence dans un point qui n'a pu être diagnostiqué » et que « les travaux qui ont été définis, en conclusion de la réunion d'expertise, consistent à remplacer l'actuelle fosse septique par une fosse toutes eaux, dimensionnée par rapport à l'immeuble, et à déconnecter le rejet de la pompe de relevage des eaux pluviales » ;

Considérant que le 31 janvier 2022 Monsieur [REDACTED] et Madame [REDACTED] ont formulé une demande indemnitaire d'un montant supérieur à celui produit dans le cadre de l'expertise ;

**Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- Approuve la conclusion d'un protocole transactionnel avec Monsieur [REDACTED] et Madame [REDACTED] afin de prévenir un contentieux relatif à la responsabilité sans faute du service public de l'assainissement non collectif de Roannais Agglomération ;
- Précise que le protocole engage Roannais Agglomération à prendre en charge les frais déboursés pour la mise en conformité de l'installation du réseau d'assainissement non collectif à hauteur de 8 967,75 € ;
- Précise que le protocole engage Monsieur [REDACTED] et Madame [REDACTED] à renoncer à engager tout recours gracieux ou contentieux, ou toute action en justice, ni aucun recours indemnitaire, directement ou indirectement, devant quelque ordre de juridiction que ce soit, à l'encontre de Roannais Agglomération, de ses cocontractants ou de toute personne qui y serait substituée, concernant la mise en conformité de l'installation d'assainissement non collectif du bien situé [REDACTED] à [REDACTED] et les diagnostics effectués dans ce cadre, objet du présent protocole ;
- Autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer le protocole transactionnel.

Le Secrétaire de séance,

Le Président,  
**Yves Nicolin,**  
Maire de Roanne